

Rapport de la représentation étudiante
de
l'Université franco-allemande
2020 - 2022



Représentants des
étudiants UFA
DFH
Studierendenvertretung

En vue de l'assemblée des établissements membres
du 2 et 3 juin 2022

Avant-Propos

Chères et chers camarades,
Chère Présidence de l'UFA,
Mesdames et messieurs,

Le mandat 2020-2022 de la représentation étudiante de l'UFA touche bientôt à sa fin. Pour nous, ce rapport ne représente pas seulement le regard des étudiant.e.s posé sur les douze derniers mois, mais il s'agit également d'un bilan de notre travail au cours des deux dernières années. Celles-ci ont été marquées par la pandémie, les premiers assouplissements ainsi que des élections déterminantes en Allemagne et en France. L'année dernière, nous avons pu développer le contact avec les étudiant.e.s, mais aussi établir un rapport étroit avec les responsables de programme.

La COVID est restée, cette année également, une préoccupation majeure dans le monde et parmi les étudiant.e.s. Beaucoup d'angoisses et de peurs les accompagnent constamment, comme par exemple une perte de la qualité des enseignements en raison de la digitalisation, de la gestion de l'année de mobilité durant la pandémie ou encore l'angoisse sur l'avenir professionnel. La santé mentale des étudiant.e.s est fortement affectée par ce contexte.

Mais avec l'assouplissement de la législation et grâce à la vaccination, la vie normale reprend son cours dans les universités et les grandes écoles. Néanmoins, des difficultés subsistent et donc du travail serait à effectuer dans le domaine de la conversion des notes, de l'enseignement (numérique), du soutien financier, etc.

Cette année encore, nous ne voulons pas nous concentrer uniquement sur les aspects négatifs. Les points forts des cursus de l'UFA sont clairement identifiables et de nombreux.ses étudiant.e.s ont exprimé leur enthousiasme à cet égard. Avec notre rapport, nous ne voulons pas seulement mettre en évidence les difficultés rencontrées par les étudiant.e.s et doctorant.e.s, mais aussi proposer des solutions et des améliorations.

Comme dans les précédentes versions, ce rapport est organisé en fonction des différents domaines disciplinaires, où des problèmes spécifiques ont été évoqués dans les sous-parties.

Nous souhaitons remercier l'UFA, les étudiant.e.s, doctorant.e.s et responsables de programme pour la belle coopération. Nous sommes fier.ère.s du travail accompli et c'est avec plaisir que nous passons le relais, même si c'est avec le cœur lourd.

Nous sommes certain.e.s que les années suivantes seront également marquées par un dialogue constructif et dynamique avec vous, les étudiant.e.s et doctorant.e.s.

Bien cordialement,

Les représentant.e.s des étudiant.e.s UFA 2020 - 2022

Sommaire

Partie générale	3
Autour des études	4
Financement	7
Communication	8
Implications de la pandémie de COVID-19	11
Influences de la pandémie	11
Santé mentale et situation psychologique	13
Groupes disciplinaires	14
Sciences humaines et sociales	14
Sciences économiques / Gestion	15
Droit	17
Mathématiques, Informatique, Sciences de l'ingénieur, Sciences et Architecture	19
Formation des enseignant.e.s	20
Formation doctorale	22
Étudiant.e.s originaires de pays tiers	24
Perspectives d'avenir	26
Représentation étudiante	28
Résumé	31

I. Partie générale

Depuis 2015, nous basons notre rapport principalement sur une enquête menée auprès des étudiant.e.s de l'UFA. Celle-ci leur a été partagée via un lien sur la liste de distribution de courriels de l'UFA et sur les réseaux sociaux des représentant.e.s des étudiant.e.s de l'UFA (Facebook, Instagram). Les réponses sont anonymes. Cette année, 361 étudiant.e.s et doctorant.e.s ont participé, ce qui représente environ 5 % du total des 6 400 étudiants de l'UFA. Nous tenons à souligner que la validité de l'enquête n'est pas minimisée pour autant et que des tendances claires sont visibles. Malgré le faible nombre de participant.e.s, l'enquête reste représentative car les différents départements de l'UFA sont assez bien représentés.

Cependant, il est clair qu'une augmentation du taux de participation à l'enquête est nécessaire pour les années à venir. Une possible explication du faible nombre de participant.e.s est le manque de communication et de diffusion de l'enquête. Les étudiant.e.s de l'Université franco-allemande ne sont pas (ou très peu) au courant qu'une enquête a lieu et ne peuvent donc pas y prendre part. En particulier, il est encore plus difficile d'atteindre le groupe des doctorant.e.s.

Parmi les participant.e.s, 40,4 % sont issu.e.s des sciences humaines et sociales, ce qui en fait le groupe le plus important. Avec 19,4%, le droit est le deuxième domaine le plus représenté, suivi de près par les mathématiques, l'informatique, l'architecture, l'ingénierie et les sciences naturelles avec 18,3%. Seuls 16,3% des personnes interrogées appartiennent au domaine des sciences économiques. Les plus petits domaines d'études restent la formation doctorale avec 1,4% et la formation des enseignants avec 4,2%. Ces deux domaines sont particulièrement en recul par rapport à 2021, alors qu'ils représentaient encore près de 5% des répondant.e.s l'année dernière.

Au moment de l'enquête, 59% des participant.e.s étudient dans l'établissement d'origine et 41% dans l'établissement partenaire.

i. Autour des études

D'après le sondage réalisé auprès des étudiant.e.s de l'UFA, nous avons pu constater que 63,3% d'entre eux.elles étaient satisfait.e.s de leurs études, voire très satisfait.e.s pour 18,5%. Cependant, un pourcentage similaire d'étudiant.e.s a exprimé un mécontentement par rapport à leurs études. Les raisons de ce mécontentement sont exposées dans le rapport annuel ici présent.

Tout d'abord, il est important de souligner que les contenus abordés dans les différents cursus correspondent aux attentes de plus des trois quarts des sondé.e.s. En ce qui concerne la cohérence du contenu des études, nous pouvons observer une baisse d'environ 4% par rapport à l'année précédente, soit 66,9% pour l'année 2022. Il convient donc aux universités partenaires de poursuivre leurs efforts dans le travail de coopération afin d'assurer aux étudiant.e.s que les programmes d'études dans le cadre des doubles diplômes se complètent mais ne se dupliquent pas.

Malgré une légère baisse par rapport à l'année 2021, l'attribution des notes dans le pays partenaire reste transparente et compréhensible pour près de deux tiers des étudiant.e.s. En effet, il est tout à fait indispensable que les étudiant.e.s aient connaissance du système de notation du pays partenaire afin d'anticiper au mieux les attentes de leurs professeur.e.s et intervenant.e.s.

La grille de conversion des notes qui transcrit les notes dans le système de notation du pays partenaire vers le pays d'origine et inversement est encore inconnue de plus de la moitié des sondé.e.s. Pour l'autre moitié des étudiant.e.s qui a connaissance du tableau de conversion des notes, environ 60% en est satisfaite. A une époque où la langue anglaise a une telle importance, il serait souhaitable que des équivalences en anglais soient délivrées également.

A travers notre enquête auprès des étudiant.e.s de l'UFA, nous avons également tenté de déterminer ce qui représente la plus grande difficulté lors de la mobilité. D'après les nombreuses réponses que nous avons obtenues, il semble que les difficultés les plus

récurrentes soient d'ordre linguistique, culturel, administratif ou concernent des différences de méthodologies.

Les difficultés d'adaptation ou d'ordre linguistique et culturel ne font pas l'objet d'un réel problème puisque celles-ci se résolvent assez rapidement. Aussi ces difficultés représentent le défi que sont des études dans le cadre d'un programme de l'UFA.

Nous observons en effet un manque de préparation aux méthodologies du travail universitaire dans les pays partenaires (dissertation, *Hausarbeit*, mémoire...). Dans cette optique, il convient de mettre davantage l'accent sur l'information des étudiant.e.s sur les différences entre les systèmes d'enseignement supérieur et de les préparer explicitement aux différentes méthodes.

Nous notons également que les problèmes de la complexité des démarches administratives et de l'organisation pédagogique des différents cursus persistent malgré les remarques faites à ce sujet dans les rapports annuels des années précédentes. C'est pourquoi nous demandons aux coordinateur.trice.s de programmes d'informer très tôt déjà leurs étudiant.e.s sur les personnes à contacter, les délais importants, etc. afin qu'ils puissent s'orienter dans l'institution partenaire.

Ainsi nous demandons aux universités membres et aux responsables de programmes de garder à l'esprit ces problèmes et de déterminer si des améliorations peuvent être apportées aux programmes respectifs à cet égard.

Nous avons également cherché à savoir à travers notre enquête si les étudiant.e.s étaient satisfait.e.s de l'importance accordée à la langue du pays partenaire. Dans les différentes sections de l'UFA les opinions sont souvent mitigées, 50/50. Là aussi, l'opinion diverge selon les domaines. Dans la majeure partie des cas, des cours de langue sont prévus dans les programmes d'études afin d'optimiser l'année de mobilité. Cependant ces derniers ne correspondent pas toujours aux attentes et aux besoins des étudiant.e.s. En effet, certain.e.s étudiant.e.s souhaiteraient bénéficier de cours d'un niveau avancé et un enseignement de la langue spécifique correspondant à leur domaine d'études. D'autres considèrent ces cours comme inutiles, car ils.elles sont

persuadé.e.s d'apprendre la langue du pays partenaire de manière bien plus efficace lors de leur séjour à l'étranger. De plus, quelques étudiant.e.s regrettent que ces cours les empêchent de choisir un autre cours de langue comme l'espagnol, le suédois ou bien le russe.

Par ailleurs, il nous tenait à cœur d'évaluer le soutien que l'UFA ou les responsables de programme apportent à leurs étudiant.e.s. Nous sommes absolument ravi.e.s puisque les chiffres résultants de cette enquête montrent que 90% des interrogé.e.s sont soutenu.e.s par l'UFA ou leurs responsables de programme, de manière constante pour la moitié d'entre eux.elles, ou partielle pour le reste. Ces chiffres sont d'autant plus positifs que 8 étudiant.e.s sur 10 considèrent recevoir le même traitement qu'un.e étudiant.e non-UFA.

Finalement, 59,9% des sondé.e.s recommanderait leur cursus, en mettant cependant en garde ceux.celles qui s'y intéresseraient de la charge de travail que demande la préparation d'un double diplôme franco-allemand.

ii. Financement

Les étudiant.e.s interrogé.e.s financent leurs études comme toujours principalement par le soutien de la famille (79,8%), les bourses d'études (39,3%) et un job étudiant à temps partiel (21,6%). L'aide de mobilité de l'UFA joue un rôle très important pour 51,1% des étudiant.e.s (niveau 6/6) et elle est généralement importante pour les étudiant.e.s. Ce sont en particulier les étudiant.e.s en sciences économiques (70,2%) qui dépendent fortement ou très fortement de l'aide de mobilité de l'UFA, soit 17,5% de tou.te.s les étudiant.e.s. Une grande majorité (71,3%) la considère comme suffisante. Néanmoins, un tiers des étudiant.e.s en sciences économiques jugent le soutien financier insuffisant, ce qui représente tout de même une proportion générale de 21,3%.

Comme le montrent déjà des enquêtes précédentes, les frais de scolarité ne sont pas réglementés de manière uniforme. Tandis que 57,6% des étudiant.e.s ne payent que les frais de leur université d'origine, 42,4% sont concerné.e.s par des doubles cotisations.

Cette double charge est déraisonnable et doit être corrigée immédiatement par les universités concernées. Les coûts qui en découlent peuvent (et ne doivent pas) être couverts par les étudiant.e.s grâce à l'aide à la mobilité de l'UFA. L'UFA devrait suivre cela de plus près.

iii. Communication

Beaucoup d'interrogé.e.s citent la communication dans leurs réponses aux questions «Quelle est la plus grande difficulté pendant ces études au sein l'établissement partenaire ? » et « Où se situent les problèmes de ton cursus selon toi ? ». Plusieurs aspects sont nommés : le manque de clarté dans les démarches à effectuer ainsi qu'un manque de communication entre les universités. De plus, le sondage met en avant la nécessité d'améliorer la communication entre les étudiant.e.s et les responsables de cursus. En effet, il a été souligné, dans les réponses, que le défaut de communication et de coopération peut engendrer d'autres problèmes, notamment administratifs. Les interrogé.e.s considèrent le manque de communication comme un problème banalisé dans les cursus intégrés: même ceux qui relèvent que très peu de problèmes et qui se disent généralement très satisfait.e.s, soulignent ici une « difficulté générale avec la communication au sein du cursus », avec « beaucoup de problèmes de communication qui pourraient être évités ». Les interrogé.e.s notent un manque de clarté, d'informations précises sur le contenu et la construction de leur cursus, d'équilibre entre les semestres et les années, et cela s'expliquerait par des problèmes de communication entre les responsables pour éviter les doublons de cours ou les semestres trop chargés.

L'année précédente, plus d'un quart des étudiant.e.s interrogé.e.s estimaient ne pas avoir assez de soutien de l'UFA et des responsables de cursus. La première interface de l'UFA est le site Internet, or 53,6% affirment avoir du mal à trouver certaines informations. Les informations à propos des cursus ne seraient pas toujours claires, voire incomplètes, un.e interrogé.e regrette par exemple l'absence du cursus de management *BWL - Deutsch-Französisches Management; Duale Hochschule BW, Karlsruhe*. Il faut cependant noter que plus de 40 % des interrogé.e.s disent pouvoir se

repérer facilement sur le site de l'UFA. Les étudiant.e.s et doctorant.e.s n'ont pas d'interaction directe avec l'UFA, mis à part lors des inscriptions, réinscriptions et du soutien financier. C'est ainsi qu'un.e interrogé.e affirme: „Kenne die Website von dfh nicht und habe bis heute nicht verstanden wer ihr eigentlich seid und was ihr macht. Aber danke für die finanzielle Unterstützung“. Il semble que le rôle de l'UFA reste pour un certain nombre d'étudiant.e.s très limité.

Pour pallier à cette problématique de la connaissance du rôle de l'UFA, il avait été question l'année dernière de l'organisation de réunions de présentation en début d'année universitaire. Cette requête perdure cette année encore dans le sondage. Cette proposition pourrait permettre aux étudiant.e.s d'étudier plus sereinement, avec moins de stress lié aux questions administratives. Les interlocuteur.trice.s direct.e.s sont les responsables de programme. Une amélioration de la communication avec ces personnes est souhaitée par plus de 15% des interrogé.e.s. En revanche, plus de 70% se disent déjà plutôt satisfaits, voire très satisfaits de celle-ci.

A la question « Quelles informations auraient pu t'être utiles ? », les interrogé.e.s citent plusieurs aspects de la vie étudiante. Ce qui revient le plus souvent est le souhait d'avoir une maquette plus claire, plus d'informations sur le contenu des cours et enfin l'aspect administratif : plus d'informations sur les inscriptions, les stages et les aides financières telles que la CAF et les bourses. Selon beaucoup d'interrogé.e.s, la bourse de l'UFA arrive beaucoup plus tard que prévu : à la fin du mois de mars, il est regrettable que cela ne soit pas connu des étudiant.e.s qui ne peuvent s'organiser en conséquence.

La vie étudiante dans les établissements membres, notamment dans le pays partenaire, a aussi été un aspect cité : les interrogé.e.s aimeraient avoir des conseils quant à l'intégration dans un pays étranger (la question des comptes bancaires, des numéros de téléphone, etc.) Favoriser la communication avec d'autres étudiant.e.s et/ou les ancien.ne.s étudiant.e.s leur permettraient de pouvoir échanger des informations sur tous ces aspects pratiques.

Les interrogé.e.s demandent plus de transparence quant au tableau d'équivalence, à la maquette et au déroulement du cursus. Une fois arrivé dans le pays partenaire, l'aspect administratif et les différences des systèmes universitaires, notamment des méthodologies, représentent déjà un défi important pour les étudiant.e.s. Un guide – c'est-à-dire une liste d'interlocuteur.trice.s, avec des consignes claires quant aux cours, stages et mémoires, dates importantes – serait une possibilité pour donner aux étudiant.e.s et doctorant.e.s des informations nécessaires à leur vie universitaire. Ce guide pourrait être offert aux nouveaux étudiant.e.s et doctorant.e.s franco-allemand.e.s en début de cursus. Aussi, des informations à propos des spécificités des systèmes universitaires et des méthodologies seraient très utiles, selon les interrogé.e.s. De plus, il serait utile d'aborder la question des différentes options qui s'offrent aux étudiant.e.s après le cursus.

Les interrogé.e.s souhaitent également avoir plus d'informations à propos des offres de l'UFA et des rapports écrits à propos de l'UFA. A la question « Quelles offres supplémentaires de l'UFA souhaiterais-tu ? », certain.e.s se disent déjà satisfait.e.s des offres proposées, d'autres souhaiteraient plus de PhD, d'échanges universitaires et de cursus (notamment en biologie) et beaucoup souhaiteraient plus de soutien de l'UFA et des responsables de cursus. Comparé à l'année dernière, les interrogé.e.s semblent être mieux informé.e.s quant aux offres de l'UFA, cependant une amélioration est encore possible. Beaucoup méconnaissent l'entraînement interculturel à la candidature et 38,6% des interrogé.e.s en économie ignorent l'offre des cours de langue proposé par l'UFA et DUO, tout comme l'importance du réseau de l'UFA. Cette année encore, le sondage met en évidence que les offres de l'UFA correspondent à certaines demandes des étudiant.e.s qui malheureusement méconnaissent leur existence.

76,5% des interrogé.e.s répondent positivement à la question « Y a-t-il suffisamment de possibilités d'échange, de contact et de communication avec tes camarades de classe ? ». D'après le sondage, un échange régulier avec d'autres étudiant.e.s UFA pourrait être favorable aux étudiant.e.s, cela leur permettrait de se conseiller. Certain.e.s conseillent de créer un système de mentorat et/ou de tutorat avec les anciens élèves du cursus ou les autres promotions, des rencontres, des échanges, ou encore des colloques. Les

soirées jeux et « Sprechstunde » que la représentation étudiante a organisé cette dernière année ont été l'occasion d'échanger avec d'autres étudiant.e.s UFA et de prendre conscience que les étudiant.e.s sont confronté.e.s à des quotidiens très semblables. Les interrogé.e.s se prononcent désormais en faveur d'organisation d'événements culturels et d'échanges interdisciplinaires, ce qui permettrait de favoriser l'entraide entre étudiant.e.s, doctorant.e.s et alumnis.

Pour finir, les interrogé.e.s aimeraient apprendre à connaître davantage le fonctionnement de l'UFA, et avoir plus d'informations sur la représentation étudiante. De manière générale, il est souhaité que le réseau et les offres de l'UFA aient plus de visibilité, les étudiant.e.s, doctorant.e.s et alumnis pourraient ainsi en profiter et cela améliorerait leur vie universitaire. Aussi, 71,7% des interrogé.e.s disent vouloir recevoir des informations par mail. Il est ensuite souhaité que les informations soient diffusées via les réseaux sociaux et les interlocuteurs que représentent les responsables de programme et les délégué.e.s de cursus. La diffusion de mail reste ainsi le meilleur moyen de communiquer avec les étudiant.e.s et doctorant.e.s.

II. Implications de la pandémie de COVID-19

i. Influences de la pandémie

Comme l'année dernière, malgré une amélioration ou un changement légèrement positif de la situation pandémique, les étudiant.e.s estiment que l'influence de la pandémie sur leurs études est grave. 76,9% ont jugé l'influence sur l'enseignement comme moyenne à très négative (points d'échelle 1-3/6). Pour ce point et tous les autres, la forte représentation générale d'une influence moyenne (3/6 sur 6 comme très positive) s'applique. Contrairement à l'année dernière, la densification de l'emploi du temps a augmenté et est considérée comme une influence moyenne à très négative par 63,04% des sondé.e.s. De même, la charge d'apprentissage a comparativement augmentée ou est du moins plus souvent perçue comme un point critique (69,9%). En plus du financement, qui représente une charge pour 65,9% des personnes interrogées, la pandémie a également eu un impact sur la durée des études (72,9%), même si seuls 4,4% des étudiant.e.s ont demandé ou dû demander un semestre de congé. Dans l'ensemble, l'enseignement s'est amélioré pendant la pandémie pour seulement 48,9% des étudiant.e.s ; d'autres dispositions devraient donc être prises pour les futures longues périodes de cours à distance..

Néanmoins, le travail à domicile n'a généralement pas posé de problème majeur et seuls 13,2% ont déclaré que leur université ne tenait pas compte du manque de possibilités.

La pandémie de l'année universitaire 2021-2022 permet de tirer des conclusions pour les phases en ligne ou hybrides à venir. Dans l'ensemble, la situation pandémique a représenté une très grande charge psychique, qui s'est également répercutée sur les études. Le manque de contacts sociaux ainsi que la forte concentration des connaissances dans les cours en ligne ont entraîné principalement des problèmes de motivation, parfois une baisse des performances et un changement d'études. Mais c'est surtout l'essence même des études binationales qui a été remise en question, car la pratique de la langue et le manque de contacts avec les camarades (du pays partenaire) n'ont en aucun cas facilité l'intégration. A l'avenir, des dispositions

particulières devraient donc être prises, en particulier pour les étudiant.e.s qui se rendent pour la première fois à l'étranger, afin de permettre une meilleure intégration. Les barrières linguistiques, qui sont plus nombreuses dans l'enseignement en ligne, devraient également être éliminées.

Dans l'ensemble, les étudiant.e.s apprécient la capacité d'adaptation et l'engagement des enseignant.e.s.

ii. Santé mentale et situation psychologique

Les étudiant.e.s de l'UFA se retrouvent souvent doublement chargé.e.s de travail en raison de leur cursus binational, et l'an passé la pandémie est apparue comme un facteur supplémentaire de stress. Le risque « d'effondrement » psychologique et de déprime s'est alors aggravé. Il est d'autant plus choquant que trois quarts des étudiant.e.s ont déclaré souffrir mentalement fortement ou très fortement des effets de la pandémie. Parallèlement, la moitié des étudiant.e.s concerné.e.s ne se trouvait pas en mesure de dire si un service d'aide psychologique existait dans leur université, ce qui s'avère réellement problématique et lourd de conséquences.

Les aides proposées par les universités devraient être mises en avant avec l'aide des responsables et coordinateur.trice.s de programme mais également adaptées à la pandémie, à savoir consultables et utilisables en ligne ou plus généralement à distance afin de pouvoir être à la portée de tou.te.s. Il serait également indispensable que les universités prennent en compte activement les groupes vulnérables comme les étudiant.e.s UFA et proposent des solutions adaptées – le cas échéant recherchent activement un moyen de renforcer l'état psychologique des étudiant.e.s.

Il a également été demandé aux étudiant.e.s de décrire leurs appréhensions dans le cadre des études en période de pandémie. Les plus grandes difficultés résident dans la gestion de l'emploi du temps, la motivation au fil des semestres à distance et le manque de perspectives professionnelles (stages annulés, forums décalés, emplois limités...). La peur de ne pas retrouver une vie étudiante « comme avant » est présente.

Il est toutefois rassurant de constater que la majorité des étudiant.e.s affirme disposer d'assez de possibilités d'échange, de soutien et de communication avec leurs camarades.

Un renforcement des initiatives universitaires encourageant l'échange entre étudiant.e.s pourrait être envisagé, qu'il prenne la forme de groupes de travail afin de favoriser l'entraide ou simplement de sessions permettant à chacun de s'exprimer librement ou de prévenir une rupture de liens sociaux.

III. Groupes disciplinaires

i. Sciences humaines et sociales

Comme lors des années précédentes, la grande majorité des étudiant.e.s du groupe disciplinaire a exprimé sa satisfaction avec leurs études et voit des avantages sur le marché du travail ; la préparation professionnelle en vue des stages et du métier est suffisante pour 53,4% des interrogé.e.s.

L'administration générale en rapport avec la conversion de crédits, l'obligation de crédits supplémentaires, la transparence de l'évaluation et la délivrance des diplômes s'avère positive, même si des différences entre les filières sont observables. Ainsi, 17,1% des étudiant.e.s interrogé.es doivent faire plus de crédits pour obtenir un diplôme supplémentaire.

Les étudiant.e.s identifient des domaines où il est urgent d'agir : 35,7% estiment nécessaire d'améliorer la préparation méthodologique, et il semble tout de même important de faire attention à un meilleur accord des contenus de l'université origine avec l'université partenaire et à une valorisation augmentée de la langue partenaire. Plus de cours de langue, surtout de type technique, mais aussi des cours de niveau avancé, sont souhaités.

Les étudiant.e.s du groupe disciplinaire font face à d'autres difficultés dans le choix du master : 56,8% le considèrent comme moyen voire difficile. Les raisons données sont la communication et le choix des cours. Ainsi, la satisfaction ne s'est que très peu améliorée par rapport à l'année précédente.

ii. Sciences économiques / Gestion

De manière positive, la tendance de la satisfaction des étudiant.e.s vis-à-vis de l'offre pédagogique se maintient, avec 79,7% des étudiant.e.s qui estiment que le contenu pratique est suffisant. Nous remarquons néanmoins que ce chiffre est en légère baisse par rapport à l'année précédente. Parmi les 20,3% qui le trouvent insuffisant, la majorité souhaiterait (plus) d'études de cas et (plus) d'événements sur le thème de l'économie. D'autres propositions concernent également un allongement de la durée des stages

existants. La représentation des étudiant.e.s de l'UFA avait déjà fait des propositions l'année dernière pour améliorer le contenu pratique des cursus. Maintenant que les restrictions du COVID ont été allégées, les visites d'entreprises devraient par exemple être à nouveau envisageables. Elles représentent une opportunité intéressante pour les étudiants de rencontrer des employeurs et d'obtenir un aperçu concret du marché du travail. En ce qui concerne l'orientation pratique des études, il est intéressant de noter que 91,5% des étudiant.e.s prévoient un stage dans leurs études. Un tiers des étudiant.e.s des filières qui ne prévoient pas de stage auraient souhaité que l'UFA leur propose un tel aperçu du monde professionnel (comme par exemple les visites d'entreprises).

72,8% des étudiant.e.s de ce domaine sont satisfait.e.s de l'offre de cours à thème international, dont 13,6% très satisfait.e.s. La satisfaction a toutefois baissé par rapport à l'année précédente : 83% des étudiant.e.s étaient satisfait.e.s en 2021, dont 16% même très satisfait.e.s. Il faut toutefois noter que 13,6% sont insatisfait.e.s de cette offre et 13,6% plutôt insatisfait.e.s.

Nous souhaitons maintenant attirer l'attention sur un problème majeur qui ressort des résultats de l'enquête réalisée. 52,5% des étudiant.e.s ne se sentent pas suffisamment préparé.e.s, dans le cadre de leur cursus, aux exigences méthodologiques du pays partenaire. L'année précédente, ils étaient déjà 40%, l'augmentation de plus de 12% ne doit pas être négligée et il est important que des mesures concrètes soient prises. La représentation des étudiant.e.s avait fait plusieurs propositions l'année dernière pour améliorer la situation et souhaite les présenter à nouveau cette année. Nous proposons en ce sens d'organiser des ateliers de l'UFA afin de présenter la méthodologie attendue dans les pays partenaires et de montrer les différences. Les établissements membres ont un rôle important à jouer, notamment avec les associations d'anciens élèves des filières. Les établissements membres peuvent mettre en contact les nouveaux.elles étudiant.e.s avec les étudiant.e.s des semestres supérieurs et veiller à ce que le transfert de connaissances entre les générations se fasse en ce qui concerne les différentes méthodologies dans les pays partenaires.

Il reste inquiétant de constater que 44,1% des étudiant.e.s ne se sentent pas bien informé.e.s sur la situation économique du pays partenaire. Cela devrait pourtant être une priorité pour les études dans notre domaine, surtout si l'on considère que de nombreux étudiant.e.s en sciences économiques ont pour objectif de travailler dans le pays partenaire ou d'y avoir un lien fort après l'obtention de leur diplôme. A ce titre, 45,6% des étudiant.e.s en Économie et Gestion indiquent qu'ils aimeraient travailler dans le pays partenaire, 87,7% d'entre eux.elles souhaiteraient avoir un lien international fort dans leur travail. Les étudiant.e.s souhaitent être initié.e.s dès le premier semestre à la situation économique de la France, et à la situation de l'emploi dans le pays partenaire, et avoir un aperçu plus précis du déroulement d'un processus de candidature française ainsi que de la politique envers les étudiants étrangers. L'année dernière, la représentation des étudiant.e.s de l'UFA avait proposé dans son rapport la création d'un podcast d'actualités du département d'Économie et gestion. 56,9% des étudiant.e.s interrogé.e.s cette année trouvent une telle initiative intéressante et 43,1% des étudiant.e.s ne sont que partiellement intéressés.

56,1% des étudiant.e.s en Économie et Gestion ne reçoivent aucun soutien de la part des deux universités pour entrer en contact avec des entreprises intéressées par des employé.e.s ayant un double diplôme franco-allemand. Nous attirons ici l'attention sur l'augmentation significative de ce chiffre, puisque l'année précédente, 'seulement' 50% des étudiant.e.s partageaient cette opinion. Actuellement, la prise de contact (ou le soutien) des établissements membres se fait principalement par la transmission d'offres d'emploi, de salons de l'emploi, par mail. Dans le rapport de l'année dernière, la représentation des étudiant.e.s avait fait les propositions suivantes : la création d'une base de données centrale des stages et des possibilités d'insertion professionnelle des ancien.ne.s étudiant.e.s de l'UFA. Cette année, nous avons demandé aux étudiant.e.s ce qu'il.elle.s pensaient de cette proposition et les résultats montrent un intérêt certain de la part des étudiant.e.s. Trois quarts des personnes interrogées trouvent une telle initiative utile, 22,8% trouvent une telle base de données au moins partiellement utile. Compte tenu de ces résultats, des discussions dédiées devraient avoir lieu entre les

représentant.e.s des étudiant.e.s et l'UFA afin de préciser l'idée et de la mettre en œuvre.

iii. Droit

La majorité des étudiant.e.s en droit franco-allemand trouve le contenu pédagogique fourni par leurs professeur.e.s suffisant afin de comprendre et d'assimiler au mieux les matières enseignées.

Néanmoins, l'impossibilité d'accéder dans certains cas à des bases de données juridiques comme Dalloz ou Beck reste un problème. Ces dernières sont nécessaires mais très onéreuses et donc peu abordables pour des étudiant.e.s. Les filières à faible nombre d'étudiant.e.s ne pouvant pas forcément se permettre un tel investissement, une aide financière de l'UFA serait ici judicieuse.

Dans le domaine de la communication, les résultats sont très positifs : on constate que la plupart des étudiant.e.s se sent bien renseignée sur les cursus et leurs déroulements. Il reste toutefois un nombre non négligeable d'étudiant.e.s indiquant qu'ils n'ont été que peu ou pas du tout informés des modalités du cursus dans lequel ils étudient. Parallèlement à cela, nous avons observé que de nombreux sites d'universités partenaires manquent toujours de clarté et de structure. Il serait souhaitable que les établissements s'efforcent de tenir leurs sites à jour et créent des aperçus simples permettant aux étudiant.e.s de saisir rapidement le fonctionnement du cursus et les diplômes visés.

En ce qui concerne la notation, la majorité des étudiant.e.s affirme avoir une image positive des tableaux de conversion même si dans la plupart des cas, ceux-ci sont plutôt acceptés qu'appréciés. Beaucoup aimeraient l'existence d'un tableau de conversion des notes général et spécifique aux études juridiques afin que les résultats obtenus dans différents cursus soient réellement comparables.

Cette année, seuls 42 % des étudiant.e.s ont pour projet de passer l'examen d'État allemand à l'issue de leur cursus intégré. La grande majorité des étudiant.e.s souhaite

en effet obtenir un master et envisage d'effectuer ce dernier en Allemagne ou en France.

Un point inquiétant révélé par le sondage réside dans le sentiment de décalage éprouvé par les étudiant.e.s des cursus franco-allemands vis-à-vis de leurs camarades inscrit.e.s dans une formation « classique » (non double-diplômante), et ce visiblement en raison de la charge de travail supplémentaire induite par l'étude des deux systèmes juridiques limitant parfois les enseignements dans l'un ou l'autre des systèmes juridiques. Les universités devraient trouver, en concertation avec leurs étudiant.e.s, où se situent exactement les problèmes pédagogiques et comment optimiser l'assimilation des connaissances essentielles par les étudiants. Une solution envisageable afin d'éviter les différences de niveaux serait de proposer des cours le week-end ou en été si une répartition traditionnelle dans le planning universitaire est impossible.

La majorité des étudiant.e.s estime que la formation juridique dans le pays partenaire est suffisante et qu'il.elle.s se sentent bien armé.e.s pour travailler dans le pays partenaire ou en lien étroit avec ce dernier.

Peu de lacunes techniques ont été soulevées lors du sondage, ce qui démontre que les études, globalement complètes et encadrées, sont très appréciées par les étudiant.e.s.

Les différents enseignements dispensés dans l'université d'origine et le pays partenaire sont considérés comme complémentaires et peu redondants, contrairement au ressenti d'étudiant.e.s provenant d'autres domaines disciplinaires. Le recul offert par l'étude parallèle et parfois croisée des deux systèmes juridiques des points positifs vraiment appréciés par les étudiant.e.s.

iv. Mathématiques, Informatique, Sciences de l'ingénieur, Sciences et Architecture

Cette année, nous constatons un record de participation au sondage pour ces filières avec 18,3% des étudiant.e.s au total. Pour cela, nous nous félicitons de la collaboration étroite avec les responsables des programmes, qui ont accompagné notre démarche.

Ainsi, il ressort que de façon générale, les étudiants se réjouissent cette année encore des expériences pratiques qu'apportent leurs encadreurs. Pour 80% des étudiant.e.s un stage obligatoire est inclus dans le programme d'études. De même, 80% estiment que le contenu pratique, par exemple sous forme de laboratoires ou d'études de cas, est adéquat pour une bonne assimilation des cours.

En revanche, 32% des étudiant.e.s ayant répondu estiment que l'offre de cours traitant de sujets internationaux n'est pas suffisante. Une personne sur deux ne se sent pas suffisamment préparée aux exigences méthodologiques du pays partenaire avant ou pendant son séjour à l'étranger. La langue anglaise est considérée comme pertinente par les étudiant.e.s, surtout dans la recherche.

Malgré une note généralement bonne des différents cursus et du passage dans l'université partenaire un.e étudiant.e. sur deux n'a pas connaissance du tableau de conversion des notes dans le pays partenaire. Aussi, en plus du challenge d'adaptation aux différences des systèmes éducatifs, certains étudiant.e.s ont vu les cours en ligne dans le pays partenaire être une difficulté supplémentaire, limitant leurs capacités à s'intégrer et nouer des contacts. Au sujet de la langue du pays partenaire, les étudiant.e.s la trouvent nécessaire et se souhaitent des cours de langue orientés dans les domaines techniques, des séances de débats scientifiques ou discussions ouvertes avec les alumnis franco-allemands.

Lorsque des interrogé.e.s affirment ne pas recommander leur cursus, il.elle.s se plaignent de ne pas connaître le tableau de conversion des notes, des difficultés linguistiques ou non liées à l'adaptation dans les établissements partenaires (en France) et d'un traitement inégal par rapport aux étudiants non-UFA.

Enfin, de façon plus globale, les étudiant.e.s des filières scientifiques et techniques aimeraient que les emplois de temps et la logique des cours d'un établissement à l'autre soit plus compatibles et compréhensibles.

v. Formation des enseignant.e.s

Les enseignant.e.s en devenir sont dans leur totalité convaincu.e.s des bénéfices apportés par un cursus universitaire binational accrédité par l'université franco-allemande. De ces cursus dans le domaine de la formation des enseignant.e.s en découlent un enseignement complet notamment en didactique, où une formation franco-allemande offre la possibilité de découvrir de nouvelles méthodes d'enseignement.

Cependant 40% des interrogé.e.s considèrent qu'il est indispensable de revoir la répartition des unités d'enseignement car ces derniers ont pu constater un déséquilibre entre les différentes matières.

L'obtention d'un double diplôme à la clef permettant de travailler dans les pays de langues allemandes et françaises semble être un atout satisfaisant pour tous les étudiant.e.s sondé.e.s. La plupart des interrogé.e.s précise qu'il est important de souligner l'existence non seulement de problèmes de communication au sein des établissements, une charge de travail importante et précise que les maquettes gagneraient à être revues. Si tou.te.s sont certain.e.s de profiter des avantages des cursus UFA, beaucoup plus de doutes surgissent quant à la répartition des unités d'enseignements (40% le remettent en question); seul 66,67% des interrogé.e.s estiment qu'il y ait un bon équilibre entre les matières. Certain.e.s (26,66%) développent d'ailleurs un sentiment d'inégalité face aux autres étudiant.e.s.

En ce qui concerne les élections, 26,66% des interrogé.e.s disent ne pas avoir élu de délégué.e pour leur cursus et 40% ne pas avoir été informé à propos de l'élection de la représentation étudiante. La formation des enseignant.e.s est une discipline peu abondante mais il demeure important que les étudiant.e.s puissent être représenté.e.s dans de bonnes conditions.

Si seuls 13% des interrogé.e.s disent avoir pu avoir des contacts avec des entreprises grâce aux établissements membres pendant le cursus, 72% de ces dernier.ère.s pensent que cela aurait pu leur être utile. Tou.te.s disent d'ailleurs continuer à faire

quelque chose en rapport avec le pays partenaire après leurs études ou avoir une référence internationale forte dans leur travail.

Enfin, la bourse de mobilité UFA est suffisante pour 66,67% des interrogé.e.s, les autres 33,33% la complètent avec une autre bourse, le soutien financier de leurs parents et/ou un emploi à temps partiel. En ce qui concerne les cursus, il est surtout souhaité que la communication soit améliorée, notamment que les informations circulent plus rapidement et que la charge de travail soit mieux répartie entre les semestres. A la question "Est-ce que tu conseillerais ton cursus à un.e futur.e étudiant.e ?", plus de la moitié répondent oui, 33,33% répondent "oui, mais" et une personne "non".

Les étudiant.e.s sondé.e.s accordent une importance toute particulière à l'interculturalité. L'année de mobilité permet en effet d'acquérir un excellent niveau de langue étrangère ainsi que de découvrir deux systèmes universitaires mais également scolaires. 80% des étudiant.e.s considèrent que les stages doivent continuer à faire partie intégrante des formations des enseignant.e.s puisque la grande majorité des sondé.e.s expliquent avoir été ravi.e.s de ces expériences formatrices.

L'obtention d'un double diplôme à la clef permettant de travailler dans les pays de langues allemandes et françaises semble être un atout satisfaisant pour tous les interrogé.e.s.

De plus, l'expérience UFA promet de nombreuses rencontres, une découverte authentique de la culture du pays partenaire ainsi qu'un enrichissement personnel propice à un enseignement de qualité à l'avenir.

vi. Formation doctorale

Seulement 5 doctorant.e.s ont participé à l'enquête cette année. Contrairement aux années précédentes, l'on constate donc une baisse du taux de participation. La majorité des répondant.e.s sont en cotutelle individuelle, d'autres sont rattaché.e.s aux programmes de l'UFA (collèges doctoraux franco-allemands et programmes PhD-Track). Les disciplines de doctorat des participant.e.s sont très variées, ce qui

nous permet de tirer certaines conclusions de l'enquête, notamment en ce qui concerne la pandémie

Tout d'abord, il convient de mentionner que 100% des personnes interrogées sont convaincues que la procédure de double doctorat améliore leurs perspectives professionnelles. La possibilité d'obtenir des doubles diplômes, les connaissances linguistiques acquises dans le cadre de la formation interculturelle et interdisciplinaire et le soutien financier supplémentaire de l'UFA sont notamment cités comme des points positifs. L'intégration dans différents groupes de recherche français et allemands est également très appréciée. Les doctorant.e.s espèrent ainsi gagner en flexibilité sur le marché international du travail.

En ce qui concerne la satisfaction vis-à-vis des informations fournies par l'UFA, les tendances sont similaires à celles des années précédentes. Un petit nombre de participant.e.s (20%) n'est toujours pas satisfait de l'étendue des informations mises à disposition par l'UFA sur le programme doctoral. La plupart sont cependant satisfait.e.s (40%) ou très satisfait.e.s (40%). En ce qui concerne les informations sur les manifestations (ateliers, colloques, ...), 20% des personnes interrogées estiment que les informations mises à disposition sont insuffisantes. La majorité en est globalement satisfaite, voire très satisfaite (40%). En ce qui concerne l'aide à l'organisation (assurances, contrats de travail, inscription, etc.), 20% des répondant.e.s se disent insatisfait.e.s cette année, tandis que 30% se disent très satisfait.e.s.

L'on peut déduire des chiffres ci-dessus que le souhait d'une communication accrue entre l'UFA et les doctorant.e.s semble toujours être une préoccupation. Le manque d'échange entre les doctorant.e.s dû à l'absence de structure de réseau est également critiqué. 80% des personnes interrogées trouveraient utile un groupe Facebook pour échanger plus facilement avec les autres doctorant.e.s de l'UFA sur leurs intérêts/travaux de recherche. De plus, des conseils sous forme de guide pratique pour la mise en place d'une convention de cotutelle de thèse sont souhaités. La représentation des doctorant.e.s a également créé cette année une newsletter afin de mieux informer sur les développements et réflexions actuels concernant le doctorat

dans le cadre de l'UFA. Tous les trois mois, la newsletter regroupe des informations ciblées sur les appels à candidatures et les manifestations et les envoie directement aux doctorant.e.s. La première newsletter a été préparée pour janvier 2022, puis approuvée et diffusée par la représentation des doctorant.e.s en avril. Il serait tout à fait souhaitable et judicieux que la représentation des doctorant.e.s suivante reprenne la diffusion de la newsletter.

Les résultats de l'enquête sur la pandémie laissent un goût amer. 80% des personnes interrogées indiquent que la pandémie a eu un impact négatif sur leurs travaux de recherche. La fermeture des bibliothèques a eu pour conséquence que les postes de travail s'y trouvant n'ont plus pu être utilisés, que les possibilités de recherche ont été fortement limitées par la fermeture des archives et que les échanges entre doctorant.e.s ont également été fortement restreints. La limitation des possibilités de voyage a rendu les études sur le terrain plus difficiles, voire impossibles, et les séjours de recherche à l'étranger ont dû être annulés. Dans l'ensemble, ces points ont fortement aggravé le manque de temps pour le travail de doctorat. Ainsi, 33% ont déclaré avoir dû prolonger leur thèse en raison de ces difficultés liées à la pandémie. Certain.e.s ont également été contraint.e.s d'abandonner leurs petits boulots et seuls 50% ont obtenu un autre financement pour cette prolongation. La participation limitée à l'enquête ne permet pas de déterminer l'ampleur de l'impact de la pandémie sur le travail des doctorant.e.s. Cependant, l'on peut constater des signes qui annoncent le retard que les doctorant.e.s prendront dans leur travail et qu'ils sont confronté.e.s à des difficultés financières. Nous faisons donc appel à l'UFA pour qu'elle fasse preuve d'indulgence, surtout en cas de prolongation de la thèse, et qu'elle garantisse les prestations financières même après l'expiration des délais.

vii. Étudiant.e.s originaires de pays tiers

Environ 10,7% des 6400 étudiant.e.s de l'UFA sont originaires d'un pays tiers. Dans ce rapport, nous utilisons le terme de pays tiers pour désigner tous les pays autres que la France et l'Allemagne. Ils ou elles ressortent de Belgique, du Cameroun, de Chine, de Croatie, d'Angleterre, d'Espagne, d'Italie, du Luxembourg, du Maroc, de la Suisse,

d'Ukraine, de Russie. Ce groupe à forte majorité européenne fréquente les filières scientifiques, techniques, le droit, les sciences humaines et les promotions doctorales.

De manière positive, la quasi-totalité (96%) d'entre eux.elles estiment que l'UFA prend suffisamment en compte la spécificité de leurs statuts. Rappelons que l'année dernière où 30% des étudiant.e.s étrangers interrogé.e.s étaient non-européen.ne.s, ce sentiment n'était partagé que par une personne sur deux.

Intérogé.e.s à la question de savoir comment les universités pourraient mieux encourager les personnes du même statut, les participant.e.s issu.e.s pays tiers suggèrent : d'annuler les frais supplémentaires pour les étudiant.e.s non-européen.ne.s dans certaines universités, plus de bourses (via les entreprises partenaires), un accompagnement ou suivi plus adapté durant les débuts dans le pays partenaire (impression de rupture dans lors de la transition).

Les tâches administratives représentent également un effort important (comme mentionné dans le dernier rapport). Ces étudiant.e.s ne sont pas confronté.e.s à la seule intégration et installation dans un autre pays, mais doivent en même temps demander des visas et prolonger les permis de séjour pour étudier dans le pays partenaire. La difficulté ici réside dans la barrière linguistique et dans le manque en soutien approprié de la part des universités. Il serait donc souhaitable d'établir un lien entre les programmes d'études de l'UFA et les services consulaires. Dans le cadre des études, l'accompagnement dans la demande de visa pourrait également être envisagée. Ces étudiant.e.s apprécient les soutiens disponibles dans la recherche de logement.

En outre, 30 % des participant.e.s considèrent que le financement en général et la recherche d'un emploi étudiant sont des domaines problématiques régulières. En s'installant dans le pays partenaire, de nombreux et nombreuses étudiant.e.s sont contraint.e.s de quitter leur ancien emploi et d'en chercher un nouveau, ce qui s'avère difficile. L'allocation de mobilité étant souvent versée trop tard, l'UFA devrait veiller à ce

que les étudiant.e.s la reçoivent en temps utile ou à un stade précoce et surtout pas après le semestre à l'étranger.

Les problèmes susmentionnés représentent un facteur de stress supplémentaire pour les études, c'est pourquoi les étudiant.e.s veulent être encouragé.e.s et soutenu.e.s pour entamer et poursuivre un programme de double diplôme.

En résumé, 86% des interrogé.e.s recommanderaient leurs études à d'autres étudiant.e.s de pays tiers.

IV. Perspectives d'avenir

Environ 86,1% des étudiant.e.s s'attendent à tirer des avantages de leur diplôme sur le marché du travail. Seulement 13% des étudiant.e.s, en particulier ceux en sciences humaines et sociales, ne voient ni d'avantages ni d'inconvénients à leur diplôme binationnel. Seul un très faible nombre de participant.e.s (3) estime le cursus UFA comme un désavantage pour le marché du travail.

Comme les années précédentes, nous avons voulu savoir dans quelle mesure les étudiant.e.s souhaitent faire carrière et vivre dans le pays partenaire. Seuls 36,6% des participant.e.s ont déclaré vouloir travailler dans le pays partenaire. Ainsi, par rapport à l'année précédente - où près de la moitié souhaitait travailler dans le pays partenaire - ce nombre a diminué. Une fois encore, la pandémie a eu un impact majeur sur ce point, ce qui a suscité de nombreuses questions et des défis supplémentaires. La recherche d'un emploi est marquée par l'incertitude. Par exemple, il est devenu difficile de traverser la frontière sans inquiétude, et il n'est plus possible de candidater pour un emploi directement sur place. Cela réduit également la motivation à travailler au-delà des frontières à l'avenir. Seul.e.s quelques-un.e.s ne veulent plus rien avoir à faire avec le pays partenaire et certain.e.s étudiant.e.s sont incertain.e.s à ce sujet ou fondent leur décision sur les opportunités qui se présenteront à l'avenir. Mais il reste une lueur d'espoir. Plus de 80 % des étudiant.e.s souhaitent toujours avoir une forte connexion internationale dans leur carrière.

Cependant, un point critique est soulevé de toutes parts.

De nombreux.ses étudiant.e.s (53,8%) ne savent pas où postuler, quelles entreprises recherchent explicitement des employé.e.s ayant un profil franco-allemand et où les compétences particulières acquises au cours de leurs études sont nécessaires. Nous suggérons donc que l'UFA informe mieux les étudiant.e.s sur les initiatives déjà en place comme le forum franco-allemand et propose de nouvelles initiatives. L'objectif est de mettre en contact des entreprises, des économistes, politiciens, des ONG avec les étudiant.e.s afin qu'ils puissent se projeter dans des choix de carrières professionnelles

et élargir leur réseau. En tant que représentant.e.s des étudiant.e.s, nous serions heureux.ses de soutenir des initiatives qui vont en ce sens.

Enfin, de plus en plus de personnes interrogées expriment le désir de poursuivre un master ou un doctorat binational. Il.elle.s espèrent que cela conduira à des diplômes doublement reconnus grâce à l'exigence et l'excellence d'un apprentissage bilingue. Il.elle.s se dirigent ainsi vers de meilleurs diplômes, l'apprentissage en petits groupes y étant privilégié et la qualité de l'enseignement assurée. Travailler constamment avec une langue étrangère est également perçu positivement dans ce contexte.

V. Représentation étudiante

La représentation étudiante est composée d'étudiant.e.s de l'université franco-allemande élu.e.s pour représenter en tandems franco-allemands chaque groupe disciplinaire. Les représentant.e.s des étudiant.e.s de l'UFA sont élu.e.s pour un mandat de deux ans par les délégué.e.s de cursus.

En tant que représentation étudiante, notre mission consiste à adopter pendant la durée de notre mandat le rôle d'interlocuteur.rice et d'intermédiaire. Il nous tient donc à cœur d'établir par tous les canaux possibles un contact avec les étudiant.e.s et de porter leur voix au sein des instances. Dans le cadre de la représentation étudiante, nous souhaitons prendre connaissance du ressenti et des critiques des étudiant.e.s afin de travailler main dans la main avec l'UFA, elle-même en contact avec les universités membres, pour mettre en place des améliorations.

A cet effet, nous participons à diverses réunions avec voix consultative et faisons valoir l'opinion des étudiant.e.s lors de la discussion des résultats d'évaluation des différents cursus. En outre, nous nous rencontrons lors de réunions mensuelles pour échanger, réfléchir à des suggestions d'améliorations aux problèmes existants et à de nouveaux projets propice à l'optimisation de l'expérience étudiante UFA. Nous nous efforçons d'offrir et d'optimiser les conditions des études afin que les étudiant.e.s profitent d'un enseignement et d'une vie estudiantine de qualité, que ce soit dans l'université d'origine ou bien lors de la mobilité.

De plus, nous accordons une grande importance à la diffusion d'informations. Aussi nous participons à différents salons étudiants et rentrons directement en contact avec notamment les bacheliers pour répondre à leurs questions. Nous réalisons également des réunions d'informations dans différents établissements scolaires afin d'attirer l'attention des élèves et des parents sur la possibilité et les avantages d'études dans le cadre de l'UFA. De plus, lors de notre mandat nous avons mis en place des heures de consultation qui ont lieu tous les premiers vendredis du mois à 17h30 et pendant

lesquelles les étudiant.e.s ou bacheliers peuvent poser leurs questions, partager leur inquiétude et cetera.

Toujours dans le but d'optimiser l'expérience UFA de nos camarades, nous souhaitons encourager la formation d'un réseau étudiant franco-allemand. C'est pourquoi nous organisons régulièrement des événements comme des soirées jeux qui nous permettent de rentrer en contact avec les étudiant.e.s de l'UFA et que ces dernier.ère.s rencontrent de nouvelles personnes et profitent d'une expérience interculturelle.

L'élection des membres de la représentation étudiante s'effectue en deux temps : pour candidater au poste de représentant.e des étudiant.e.s de l'UFA, il faut d'ores et déjà avoir été élu.e délégué.e de programme par les étudiant.e.s concerné.e.s. Ce sont ensuite ces délégué.es de cursus qui sont responsables d'élire un membre pour leur groupe disciplinaire au sein de la représentation étudiante.

En outre, les délégué.e.s de cursus jouent un rôle d'interlocuteur.rice privilégié.e et œuvrent pour la médiation entre les étudiant.e.s et leurs professeur.e.s, les responsables de programme et nous, la représentation étudiante. Les délégué.e.s de cursus sont des personnes de confiance vers qui les étudiant.e.s peuvent se tourner pour échanger et communiquer leurs quelconques problèmes en rapport plus ou moins étroits avec l'université. Il est donc primordial que les étudiant.e.s élisent un.e délégué.e de cursus qu'ils.elles jugent capables de les représenter et capables d'élire un.e représentant.e des étudiant.e.s de l'UFA avec qui il.elle.s sont en phase.

Malheureusement près de 45% des interrogé.e.s déclarent ne pas avoir participé au vote de délégué.e de cursus et 55% ne pas avoir été informé.e.s de l'élection de la représentation étudiante par leur responsable de programme. Ceci représente une violation des droits de nos étudiant.e.s. Ces deux élections sont étroitement liées, aussi si l'une de ces élections échoue, l'autre n'est pas représentative de l'avis des étudiant.e.s de l'UFA. Il est donc essentiel d'entamer un travail d'information sur le droit de vote dont bénéficient les étudiant.e.s de l'UFA afin que ces dernier.e.s soient représenté.e.s au mieux.

Le développement des pages Instagram et Facebook comptant respectivement 621 et 748 abonné.e.s à ce jour, connues par plus d'un quart des sondé.e.s, apparaissent comme des canaux intéressants pour l'information. Pour un peu plus de 40% des étudiant.e.s les réseaux sociaux sont d'ailleurs le moyen préféré d'être mis au courant des activités de la représentation étudiante. Pourtant le mail, avec plus de 70% des votes, semble avoir été élu comme le canal d'informations favori des personnes ayant répondu au sondage.

VI. Résumé

En tant que représentant.e.s des étudiant.e.s, nous cherchons à créer du lien entre eux.elles, mettre en lumière les points très positifs apportés par leurs études bi- ou trinationales mais également témoigner des difficultés qu'ils rencontrent. Dans cette optique, nous souhaitons vous présenter dans ce rapport les résultats de notre enquête annuelle auprès des étudiant.e.s.

Riches mais prenants en raison de la double charge de travail, les doubles cursus proposés par l'Université Franco-Allemande sont très appréciés par les étudiant.e.s qui y voient une vraie richesse intellectuelle, culturelle et linguistique ainsi qu'une plus-value sur le marché du travail grâce aux doubles-diplômes.

L'impact de la pandémie et de l'enseignement numérique mis en place par de nombreuses universités n'est pas moindre sur les étudiant.e.s : outre quelques difficultés psychologiques, ils se sont montrés nettement moins attirés par la poursuite d'études ou d'un emploi dans le pays partenaire. Par ailleurs, quelques difficultés subsistent : des frais de scolarité parfois doublés en raison de l'inscription auprès de deux universités, quelques incompréhensions et surprises vis-à-vis du système administratif du pays voisin, une méthodologie parfois bien différente ...

En conclusion, même si de nombreux points doivent être améliorés, la majorité des étudiants sont satisfaits de leurs études. La plupart d'entre eux espèrent que leur formation binationale leur apportera des avantages sur le marché du travail et souhaitent tout à fait conserver ce lien international dans leur vie professionnelle future.